

Nouvelles / sahraouies

LE CAMP DE L'ESPÉRANCE ANÉANTI



LE MAROC TRÈS LARGEMENT CONDAMNÉ

DE LA PROTESTATION PACIFIQUE DE 2000 TENTES AU 50^e ANNIVERSAIRE DES INDÉPENDANCES

Alors que le 14 décembre, il y aura tout juste 50 ans que la résolution 1514 de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux a été adoptée, l'installation dans le désert de près de 20 000 Sahraouis en octobre était une forme d'appel puissant et désespéré à une communauté internationale qui trahit les décisions qu'elle a prise voici un demi-siècle. On aurait pu imaginer que cette communauté saisirait l'occasion de ce cinquantenaire pour se mobiliser et parachever la décolonisation des 16 territoires dits non autonomes par l'ONU, dont le Sahara Occidental. La dernière colonie d'Afrique.

Qu'attendre des groupes et comités divers qui palabrent à l'ONU sur le Sahara Occidental sans s'engager? Lors de la séance du 22 juin 2010, le Comité spécial chargé d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a traité notamment du Sahara Occidental et a regretté la lenteur de la mise en œuvre des processus devant permettre le droit à l'autodétermination des populations encore colonisées. Des formules souvent creuses qui laissent à penser que malheureusement ce Comité n'ira pas beaucoup plus loin que des déclarations de bonnes intentions.

Les Sahraouis d'El Ayoun ont compris que leur destin était entre leurs mains et qu'il ne fallait plus compter sur une ONU sans parole. Au moment même où de très nombreuses familles sahraouies quittaient la Ville d'El Ayoun pour le désert, réclamant le respect de leurs droits, une vie digne et de pouvoir jouir des richesses se trouvant sur leur territoire, la quatrième Commission de

l'Assemblée générale de l'ONU chargée de la décolonisation adoptait à l'unanimité une résolution réaffirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, rejetant ainsi la colonisation par le Maroc du Sahara Occidental. Et après...? Cette résolution sera adoptée par l'Assemblée



Mets les choses à leur place, elles te mettront à la tienne (Proverbe arabe).

générale. Tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes avec la poursuite de l'occupation, de la colonisation du territoire. Sauf si le peuple sahraoui continue de se soulever pour réclamer ses droits au prix de grandes souffrances. Jusqu'au moment où enfin l'Europe, et surtout la France, l'Espagne et les États-Unis, ne pourront plus soutenir les exactions marocaines contre le peuple sahraoui.

D'un côté les palabres onusiennes qui, année après année, répètent les mêmes rengaines sachant que dire n'est pas faire. De l'autre, les Sahraouis des

zones occupées du Sahara Occidental (rappelons que formellement l'Espagne en est toujours la puissance administrante et à ce titre responsable de la décolonisation alors que le Maroc est l'occupant) qui veulent faire entendre à cette communauté internationale que cette trahison doit cesser et qu'ils n'acceptent plus des déclarations sans suite.

En agissant, en choisissant l'exode dans le désert qui est le leur, les Sahraouis ont voulu rompre avec l'immobilisme onusien et reprendre une visibilité qu'ils n'avaient plus depuis longtemps. Oui, le peuple sahraoui existe, il veut prendre

son destin en mains. La férocité des forces marocaines, les tentes détruites, les morts, les disparus, les prisonniers soumis aux pires traitements, oui il a fallu toute cette souffrance pour qu'enfin la presse publie quelques articles, pour que des voix s'élèvent à travers le monde et pour que l'Union Européenne réagisse. Enfin!

Combien de drames, combien de morts, combien de disparitions et de tortures faudra-t-il encore pour que la résolution 1514 sorte de sa léthargie mortelle et reprenne le sens qu'elle a eu dès les années 60 pour de très nombreux pays?



DECOUVERTE D'IMPORTANTES GISEMENTS MINIERES AU SAHARA OCCIDENTAL

Le conflit au Sahara Occidental, qui connaît une vive exacerbation ces derniers jours, risque de s'envenimer encore. La cause: la découverte de nouveaux gisements de minerais sur les territoires sahraouis.



Le Bureau français de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) vient, en effet, d'établir une nouvelle cartogra-

phie géologique de la Mauritanie qui dévoile l'existence d'importants gisements miniers dans ce pays et dont beaucoup se prolongent côté sahraoui, a appris «Algérie-Focus.Com» de source sûre.

Dans les détails, le BRGM note la présence d'uranium et de cuivre au nord de la Mauritanie avec des extensions jusqu'à la ville sahraouie de Tichla ainsi que près de la ville de Tifariti. Encore plus au nord de la Mauritanie, les spécialistes français ont décelé la présence de cuivre, de zinc, de plomb et de fer dans des zones conjointes aux deux pays.

Selon nos sources, deux organismes marocains spécialisés dans l'activité minière suivent de très près ces découvertes. Il s'agit du Groupe OCP et de la filiale minière de l'ONA.

AU SAHARA OCCIDENTAL MEME LE DESERT EST INTERDIT AUX SAHRAOUI

CHRONOLOGIE DES TRAGIQUES EVENEMENTS
AUTOUR DU 8 NOVEMBRE 2010

Fin octobre, vous receviez un numéro spécial de notre Bulletin vous annonçant la création du Campement de l'Espérance, Gdeim Izik, près d'El Ayoun. Nous vous donnions quelques pistes de sites pour en savoir davantage.

Malheureusement les événements se sont précipités dans les jours suivants et une tragédie a eu lieu: les forces marocaines sont intervenues avec brutalité pour mettre fin à ce mouvement de protestation et ont brûlé et détruit ce campement.

Pour bien comprendre ce qui s'est passé, nous vous proposons une analyse et un résumé de ces journées.

La situation des Sahraouis au Sahara Occidental

Depuis que le Maroc occupe le Sahara Occidental, les Sahraouis restés au pays sont victimes de toutes sortes de brimades, de vexations et de discriminations.

C'est ainsi que l'accès au travail leur est, la plupart du temps, refusé. Difficile pour eux de se loger. Les soins leur sont

octroyés au compte-gouttes et la scolarisation reste précaire. Ils ne peuvent exploiter eux-mêmes leurs terres. Le colonisateur leur a tout confisqué et exploite à son profit les richesses du sol, du sous-sol et de la mer de ce pays.

En plus de cela, plus de 120'000 Marocains, poussés par Rabat, se sont établis, en 1991, dans cette ancienne



Vue du campement de Gdeim Izik.

colonie espagnole pour venir grossir les rangs de ceux qui auraient dû voter le référendum d'autodétermination. Le référendum n'a pas eu lieu, mais ils sont restés sur place et sont pris en charge par les autorités marocaines. A eux le travail, les maisons, les soins et une rente de survie.

Depuis des années, les Sahraouis d'El Ayoun, de Smara, de Dakhla et des autres localités du pays dénoncent cette situation, réclament des conditions de vie décentes et le respect de leurs droits. Toujours en vain et toujours en butte à la répression qui ne cesse de s'accroître. Le ras-le-bol s'intensifie.

Cependant, le mouvement est lancé, l'idée fait son chemin et, dans la clandestinité, les Sahraouis organisent un mouvement de plus grande ampleur.

Le 3 octobre, un important groupe de Sahraouis se rend à 25 km au sud-est d'El Ayoun et y plante une quarantaine de tentes. La police et la gendarmerie interviennent. Devant leur brutalité et la frayeur des femmes et des enfants, tous décident de rentrer en ville où ils organisent plusieurs rassemblements, eux aussi violemment réprimés.

Le 4 octobre, 80 Sahraouis, hommes, femmes et enfants, quittent Smara,



Les tentes de la protestation.

Parallèlement, les pourparlers diplomatiques à l'ONU, sont dans l'impasse et les prochaines rencontres prévues ne laissent guère augurer un déblocage de la situation. Là aussi le ras-le-bol s'exprime.

Réactions

Alors, certains Sahraouis envisagent d'exprimer d'une nouvelle manière pacifique leurs frustrations. Ils décident de quitter leur ville et de se (ré)installer dans le désert en érigeant un nouveau camp de tentes et en s'organisant selon leurs traditions.

En juillet dernier, déjà, ils tentent plusieurs sorties. Mais ils sont très vite repérés par la police qui les encercle et les oblige par la force et l'intimidation à regagner leur domicile.

après minuit pour ne pas se faire repérer par la police, et érigent 14 tentes au nord de la ville. Le lendemain, ils sont encerclés par les forces de l'ordre qui les expulsent.

12 octobre 2010

Le mouvement principal débute le 12 octobre. Près de 7000 personnes d'El Ayoun quittent la ville et dressent à 17 km de là un campement, nommé Gdeim Izik, «Indépendance». La réaction des autorités marocaines ne se fait pas attendre. Le chef de la gendarmerie, des hauts gradés de l'armée sont sur place. Des unités des forces armées royales, de la gendarmerie et des forces auxiliaires encerclent les protestataires et les isolent à l'aide de digues de sable et de fils de fer barbelés. Ils leur refusent tout



approvisionnement en eau, nourriture ou médicaments. Des hélicoptères survolent les lieux.

Finalement ce seront près de 4000 tentes qui seront dressées, abritant plus de 20'000 Sahraouis.

14 octobre

Les forces marocaines interviennent durement à Boujdour pour disperser les Sahraouis qui ont installé un autre campement en dehors de la ville. Il y a de nombreux blessés.

Elles interviennent également en plein campement près d'El Ayoun, s'attaquant sans distinction aux hommes, aux femmes, aux enfants et aux vieillards. Là aussi, il y a de nombreuses victimes.

16 octobre

La ville de Smara connaît le même scénario. C'est le pacha (maire) de la ville qui conduit lui-même les opérations. Le campement est entièrement rasé et les blessés sont nombreux.

18 octobre

Le président sahraoui écrit une longue lettre au Secrétaire des Nations Unies, M. Ban Kee Moon. Il lui expose en détail la situation et lui demande *«instamment*

d'intervenir pour garantir la protection et la sécurité de ces citoyens exilés et obliger les autorités marocaines à cesser la répression, les intimidations et le siège imposé à ces citoyens sans défense.»

24 octobre

La police marocaine abat un jeune de 14 ans

La police marocaine ouvre le feu sur une voiture sahraouie qui tentait d'entrer dans le campement avec de la nourriture pour ses occupants. Un enfant de 14 ans est tué et 7 Sahraouis sont blessés par balles. Cette escalade dans la violence répressive marocaine va susciter un vaste mouvement de protestation à travers le monde.

30 octobre

Des Sahraouis et des militants espagnols des Iles Canaries ont rassemblé des médicaments à destination des familles du campement près d'El Ayoun et les ont envoyés par bateau. Celui-ci est arrivé au port de la ville mais est retenu par l'armée qui bloque l'acheminement de son chargement.

7 novembre

Malgré la répression policière, plus de mille Sahraouis organisent un convoi de quelque 300 véhicules visant à briser le

Comité suisse de soutien
au peuple sahraoui

COMMUNIQUE

Les forces marocaines tuent un jeune au Sahara Occidental

Il fallait que le pire arrive et c'est arrivé le 24 octobre. L'armée marocaine a tiré pour empêcher l'arrivée d'eau et de nourriture dans les camps dressés par la population sahraouie hors des villes du Sahara Occidental. Bilan: un jeune garçon de 14 ans mort, des adultes blessés. Plusieurs milliers de Sahraouis ont décidé depuis quinze jours d'entrer dans une résistance active et pacifique. Leur objectif: crever le mur du silence et affirmer qu'il suffit qu'ils soient considérés comme activistes pour qu'ils n'aient plus de travail au Sahara Occidental ou qu'ils soient évacués vers le nord. Ils vivent dans une pauvreté galopante et une répression sans pitié chaque fois qu'ils ont l'audace de manifester pacifiquement pour leurs droits. Les Sahraouis sont sur leur terre et pourtant spoliés de leurs richesses qu'elles soient minières ou halieutiques. Leur patience est à bout, voici plus de trente ans qu'ils attendent que l'ONU tiennent ses engagements: la décolonisation du Sahara Occidental, l'exercice du droit à l'autodétermination auquel ils ont droit. Sur place, la Minurso est paralysée. L'armée marocaine cerne les camps de toiles sahraouis, les hélicoptères survolent la zone. Le pire est à craindre. La communauté internationale ne peut rester muette. Un appel est lancé aux organisations internationales.



Les forces marocaines surveillent le campement.

blocus imposé au campement. Les autorités marocaines ont, en effet, coupé toutes les communications, non seulement en direction du campement mais aussi dans la ville elle-même pour tenter de l'isoler du monde extérieur. Au premier point de contrôle, la caravane est bloquée au moyen d'armes à feu.

8 novembre

Les forces marocaines détruisent le campement Gdeim Izik

Devant la médiatisation que ce campement suscite et la vague de messages de soutien qui en émane, le Maroc se sent ébranlé. La belle solidarité internationale dont il jouit impunément depuis longtemps ne serait-elle pas en train de se fendiller ?

Toujours est-il qu'au petit matin du 8 novembre le campement près d'El Ayoun est investi par les forces marocaines. Un ultimatum d'évacuation est lancé depuis des hélicoptères. Les habitants sont brutalement chassés à coups de grenades lacrymogènes, avec de canons à eau et de tirs réels. Des hélicoptères lancent des bombes incendiaires. Les tentes brûlent. Le camp est sacqué. Le massacre durera jusqu'au soir.

Les Sahraouis fuient et regagnent El Ayoun où des manifestations vont éclater menées avec ceux qui ont été empê-



Le campement ravagé.

chés d'aller au secours du campement. Les heurts sont violents, De nombreux incendies sont visibles dans la ville.

9 novembre

Ce matin, les Sahraouis, dans la douleur et la dignité face à la barbarie d'un occupant despotique et féodal, font le compte de la répression de la veille. Ils dénombrent 11 morts, 723 blessés et 159 disparus.

Les manifestations reprennent. Les Sahraouis s'attaquent aux symboles du colonisateur : drapeaux, banques, télévision, radio, locaux administratifs. Les vitres volent en éclat, des voitures sont incendiées. La population sahraouie crie sa révolte.

La répression ne se fait pas attendre : les forces de l'ordre investissent les demeures sahraouies, saccagent le mobilier, mettent le feu à certaines maisons et emmènent les jeunes hommes pour des destinations inconnues. On ne peut plus circuler en ville, c'est le couvre-feu.

Human Right Watch dénonce les mauvais traitements infligés aux prisonniers et leur passage à tabac.

Des députés nationaux et européens, des journalistes et des représentants de la société civile essaient de se rendre sur

place pour se faire une idée de ce qui se passe, mais les autorités marocaines les refoulent tous. Il ne faut pas qu'il y ait de témoins de ces journées noires.

Et le silence retombe sur la cité et le pays tout entier dans l'indifférence complice des capitales et de presque tous les médias du monde entier.

LE PARLEMENT EUROPÉEN CONDAMNÉ LE MAROC

STRASBOURG, 26/11/2010 (SPS) La résolution du Parlement européen (PE) condamnant, pour la première fois, les violences dans les territoires occupés du Sahara Occidental est un «revers» pour la politique marocaine, ont estimé des eurodéputés et la délégation sahraouie présente à Strasbourg.

Tout en se «félicitant du consensus» dégagé autour du projet de résolution, des intervenants ont relevé que le Parlement européen «se libère enfin de l'emprise marocaine, pour franchir un pas aussi important».

Dans leur résolution, les eurodéputés se sont dits «choqués» par la violence marocaine contre des civils sahraouis

ainsi que par l'usage de la force le jour même de l'ouverture à New York du troisième cycle de pourparlers informels sur le statut du Sahara Occidental.

Ils se sont dits «étonnés» que des parlementaires européens et des journalistes se soient vus refuser l'accès au Sahara Occidental, demandant aux autorités marocaines «l'accès et la liberté de circulation dans la région pour la presse et les organisations non gouvernementales».

Ils ont aussi demandé «instamment» la mise en place, sous l'égide des Nations unies, d'une commission d'enquête indépendante et transparente pour élucider ces événements.



Émeute à El Ayoun.

DEUX EXEMPLES DE LA POLITIQUE MAROCAINE

RÉPRESSION D'UNE MANIFESTATION PACIFIQUE À DAKHLA

Dakhla (territoires occupés), 30/11/2010 (SPS) Les autorités d'occupation marocaines ont réprimé par la force un sit-in «pacifique» organisé lundi, devant le siège de l'administration coloniale de la ville occupée de Dakhla, réclamant le droit au travail et l'amélioration des conditions sociales des Sahraouis sous occupation marocaine, a indiqué une source du ministère des territoires occu-

pés et de la communauté sahraouie établie à l'Étranger.

Les citoyens sahraouis dans les territoires occupés vivent quotidiennement le pillage illégal du Maroc de leurs richesses et ressources naturelles, alors que la région de Dakhla riche en poissons, ses habitants sont sans emploi et ne bénéficient d'aucun avantage d'une telle exploitation, a regretté la même source.



Les forces marocaines en action à El Ayoun.

DES ETUDIANTS SAHRAOUIES AGRESSÉS PAR DES COLONS MAROCAINS À SMARA

Smara (territoires occupés), 30/11/2010 (SPS) Au moins 29 étudiants sahraouis ont été blessés lundi, lors d'une agression de colons marocains contre ces étudiants dans un établissement scolaire de la ville occupée de Smara.

ville «à la suite de cet acte ignoble, les colons marocains ont quitté l'école, épaulés par des agents de la police marocaine et ont fermé les rues armés de couteaux et de bâtons», a déploré la même source.

Les blessés dont la plupart sont des filles ont été transférés à l'hôpital de la

LES SAHRAOIS NE SONT PAS DES TERRORISTES

Propos tenus le 17 novembre par Daniel Benjamin, coordinateur de la lutte antiterroriste au Département d'État américain et traduits par Tarek Hafid dans le journal *Le Soir d'Alger* :

Le gouvernement marocain tente depuis quelques années de présenter le Front Polisario comme une organisation terroriste affiliée à Al-Qaïda. Une théorie relancée avec force suite à l'assaut donné par les forces de l'ordre contre les populations sahraouies installées au sein du « campement de l'Indépendance ». Mais ces arguments ont été littéralement démentis par le coordinateur de la lutte antiterroriste au Département d'État américain lors d'une conférence de presse tenue mercredi dernier à Washington. « Nous n'avons aucune preuve, ni des raisons stratégiques pour soutenir les sous-entendus de Rabat pour justifier la violence et la répression à El-Ayoun, capitale occupée du Sahara Occidental. Nous sommes toujours préoccupés par la possibilité d'extension des opérations d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), mais franchement je ne vois pas d'évolution dans ce domaine. Nous n'avons pas la preuve que cela puisse se passer », a déclaré l'ambassa-

teur spécial Daniel Benjamin en réponse à la question d'un journaliste espagnol sur la montée de la violence dans les territoires sahraouis occupés et une éventuelle relation avec le terrorisme.

La réponse est claire: la thèse marocaine faisant du Front Polisario un groupe terroriste est **nulle est non avenue. En fait, cet acharnement est totalement illogique puisque le gouvernement marocain est engagé dans un processus de négociations avec le gouvernement sahraoui. Cela signifierait que le Maroc négocie avec une organisation terroriste en territoire américain (Manhasset) et sous l'égide de l'ONU!**

* Cette réaction dénote de l'incapacité du Makhzen à gérer la crise actuelle suite à la vague de répression qui s'est abattue contre les populations civiles des territoires occupés.

* *C'est nous qui soulignons*



Toujours à El Ayoun.

3^e REUNION INFORMELLE ENTRE LE FRONT POLISARIO ET LE MAROC Manhasset (New York) 8-9 novembre 2010

Les travaux de la troisième réunion informelle entre le Front Polisario et le Maroc ont pris fin mardi soir 10 novembre sans avancée notable. Les deux parties ont décidé de la tenue de deux autres réunions informelles en décembre prochain et au début de l'année 2011 ainsi que de la reprise des visites familiales.

Cette rencontre s'est tenue sous les auspices de l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahara Occidental, M. Christopher Ross, en présence des délégations des deux parties et des représentants des deux pays observateurs, l'Algérie et la Mauritanie.

A l'issue de cette troisième série de négociations informelles, M. Ross a lu devant la presse le communiqué de cette réunion qui souligne que le Front Polisario et le Maroc ont tenu «des discussions amples et franches sur les propositions de chacune des deux parties sur le Sahara Occidental dans un esprit de respect mutuel, en dépit du fait que chaque partie a continué de rejeter les propositions de l'autre comme base de négociations à venir».

Pour la première fois, a-t-il poursuivi, les délégations des deux parties et des

Etats voisins se sont réunis pour aborder ensemble la reprise du programme de mesures de confiance (qui comprend notamment les échanges de visites entre familles séparées par le conflit) dirigé par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Pendant cette réunion les parties ont ainsi convenu de «reprendre sans délai les visites familiales par avion sur la base d'une application stricte du plan d'action agréé en 2004» a indiqué M. Ross, ajoutant que les parties ont aussi convenu «d'accélérer l'inauguration de visites par voie terrestre».

Le chef de la délégation sahraouie, M. Khatri Addouh, lors de sa conférence de presse, a abordé l'attaque brutale menée lundi par les forces marocaines contre le camp sahraoui de Gdein Izik. Il a souligné que malgré ces événements tragiques, «le Front Polisario a décidé de répondre positivement à l'appel de l'ONU pour la poursuite des négociations avec la puissance occupante afin d'exprimer, une fois de plus, l'attachement des Sahraouis à la voie démocratique pour résoudre un conflit de décolonisation sur la base du respect inaliénable du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance».



LE PROCÈS DE 7 DÉFENSEURS SAHRAOIS DES DROITS HUMAINS SOUS HAUTE TENSION

Au moment où la population du Sahara Occidental vit les heures parmi les plus dures de son histoire sous occupation marocaine, le procès de 7 défenseurs des droits humains doit reprendre mi-décembre à Casablanca. Six hommes et une femme ont été arrêtés le 8 octobre 2009 à leur descente d'avion à Casablanca alors qu'ils s'étaient rendus dans les camps de réfugiés sahraouis (voir Nouvelles sahraouies N° 134 et 135). Amnesty International a rapidement dénoncé cette violation du droit à la liberté de mouvement.

Les 7 ont été poursuivis pour atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat, crime prévu par les articles 181 et suivants du Code Pénal, passible de la peine de mort, et relevant du Tribunal Militaire. Le juge d'instruction a cependant rendu le 21 septembre 2010 un non-lieu de ce chef d'inculpation qui s'est modifié en atteinte à la sécurité intérieure, délit relevant du Code Pénal et de la juridiction pénale de droit commun.

Jusqu'à présent, deux audiences ont eu lieu les 15 octobre et 5 novembre dans la confusion la plus totale. Le 5 octobre bien que les prévenus n'aient pas été présents, les observatrices françaises Michèle Decaster et France Weyl représentant plusieurs ONG dont le Bureau International pour le Respect des Droits de l'Homme au Sahara Occidental relèvent dans leurs rapports le rôle d'avocats marocains en surnombre déployant des drapeaux marocains et agressant les Sahraouis présents. Cette hystérie recommence le 5 novembre malgré la présence d'observateurs officiels de la Finlande et de la Suède. Les places réservées au public sont remplies à l'avance par des Marocains dont certains enregistrent les discussions que peuvent avoir entre eux les

observateurs étrangers. La cour se retire rapidement, le procès une fois encore n'a pas lieu. Les observatrices Michèle Decaster et Elise Taulet du Barreau de Paris notent: «*La tension monte. Les invectives et les insultes s'adressent aussi bien aux Sahraouis qu'aux observateurs. Un journaliste espagnol se fait sortir manu militari pour avoir pris une photo tandis que les nombreuses autres*



personnes (photographes marocains, membres du public, avocats) utilisant leurs portables ne sont pas inquiétés. Nous apprendrons par la suite que deux journalistes espagnols ont été agressés physiquement par le public, et l'un d'eux, retenu par la police pendant plus d'une heure, devra effacer les photos qu'il avait prises.

La salle ne se vide pas. Les scènes qui s'enchaînent dans la plus grande confu-

sion et une violence tant verbale que physique, sont difficiles à décrire. Des hommes revêtant la robe hurlent de manière quasi hystérique contre les observateurs. Les quelques policiers en uniforme laissent faire, tout comme les nombreux policiers en civil présents dans la salle.

Le défenseur des droits de l'homme Larbi Messaoud est projeté hors de la salle par des hommes en furie. Un photographe, agrippé à son appareil, est violemment plaqué sur un banc et roué de coups par deux hommes dont un avocat sous les yeux d'Elise Taulet».

Le procès doit reprendre le 17 décembre. Nous espérons que des observateurs suisses y participeront. Notre comité s'est adressé à notre Ambassadeur à Rabat pour que des observateurs suisses soient présents à ce procès et qu'ils puissent rendre compte de la situation.

Nous voulons espérer que la présence de nombreux observateurs étrangers pourra permettre que le procès se déroule dans d'autres conditions plus propices à rendre véritablement la justice. Mais est-ce possible au Maroc aujourd'hui?



EUCOCO 2010

Conférence internationale de l'aide au peuple sahraoui

Cette 36^e conférence des Comités de soutien au peuple sahraoui a eu lieu au Mans, en France, les 29, 30 et 31 octobre dernier. D'abord européennes, les conférences se sont étendues aux autres continents avec des délégations, en 2010, d'Algérie, d'Afrique du Sud, d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Pérou), ou d'Australie par exemple.

On y rencontre d'anciennes figures toujours fidèles, mais aussi des jeunes et en particulier une nouvelle génération sahraouie bien décidée à poursuivre la lutte. C'est pour nous un encouragement à continuer notre soutien.

Des manifestations bruyantes de Marocains sont venues en face du congrès prouver l'intolérance du Maroc, manifestation téléguidée, amenée de diverses régions de France, avec pour mission d'introduire l'autonomie (fictive) octroyée par le roi Mohamed VI dans le cadre du Maroc.

Les grands thèmes des conférences changent peu: le droit à l'autodétermi-

nation incluant l'indépendance et non la seule autonomie partielle, le respect des Droits de l'Homme et des droits élémentaires dans les territoires occupés et la protection des populations sahraouies par l'ONU et la MINURSO. Il s'agit aussi d'intervenir dans chaque pays en faveur de la cause sahraouie.

Un point crucial: l'alimentation

Un volet important concerne la santé et l'alimentation. Sur ce point la situation est critique dans les camps qui dépendent de l'aide extérieure, en principe par le PAM (Programme Alimentaire Mondial) et l'Union Européenne (ECHO). Ce programme a diminué son apport de 40%.

Les 2100 calories minimum nécessaires ne sont pas atteintes. Les produits de base (céréales, huile, sucre, légumes...) sont insuffisants et les produits complémentaires encore davantage (lait, poisson, viande, fruits, oignons...). Les stocks de sécurité pour pallier les retards d'acheminement, sont insuffisants voire inexistantes.

Certains se demandent si ces restrictions ne sont pas le résultat d'une pression politique sur les Sahraouis. Ou est-ce dû à une insuffisance de financement des bailleurs de fonds ?

Heureusement que des compléments alimentaires sont fournis surtout par l'Algérie et l'Espagne.

Une analyse du Croissant Rouge sur la répartition dans les camps a montré que la distribution sahraouie était bonne, mais que c'est l'approvisionnement de l'extérieur qui était déficient. La crise financière mondiale a provoqué aussi une diminution des apports, en particulier par les caravanes, surtout espagnoles, qui amenaient des aliments ou tout autre matériel nécessaire.

L'insuffisance alimentaire a des conséquences ces sur la santé par déficience de divers éléments, comme le fer, les vitamines, les sels minéraux.

Cela s'ajoute au manque de médicaments et de vaccins. Dans la santé, comme dans l'éducation, on constate une diminution du personnel bien formé, résultat d'une certaine « fuite des cerveaux » qui peut trouver une explication dans la situation bloquée depuis 35 ans dans les camps de réfugiés.

Des revendications fondamentales

En résumé, les revendications exprimées à l'Eucoço portent sur un ravitaillement alimentaire suffisant et diversifié, sur le développement des res-

ces humaines, l'éducation, la formation, le travail, sur la santé, l'environnement, l'eau, les transports, sur le respect des ressources naturelles du Sahara Occidental.

Dans les territoires occupés, l'exigence est d'abord le respect des Droits de l'Homme, le droit à un travail, à un logement, à la fin de la discrimination économique, sociale et politique, à la liberté de visite de journalistes étrangers, à la protection par les forces de la MINURSO des populations civiles, contre l'arbitraire, les arrestations, la torture... Toutes



ces atteintes à la population sahraouie sont à l'origine des derniers événements à El Ayoun.

Pour tous les Sahraouis, naturellement, l'exigence majeure est le droit à l'autodétermination.





**A TOUTES ET A TOUS
NOS VŒUX
LES MEILLEURS
POUR 2011**

**MERCI
DE VOTRE SOLIDARITE**

**N'OUBLIEZ PAS
NOS ACTIONS
POUR LES SAHRAOUI**

C.C.P. 12-6818-7

**REABONNEZ-VOUS
(prix indicatif : Fr. 20.-)**

ADRESSES DE NOTRE COMITÉ

Suisse romande

Comité de soutien au peuple sahraoui – Case postale 177 – 1211 Genève 8 – Tél. 032 846 14 89

Dr Jean-Claude Vautier – 1350 Orbe – Tél. 024 441 30 45

Dr Marie-Claire et Emmanuel Martinoli – Case postale 2229 – 2800 Delémont 2 – Tél. 032 422 87 17

Françoise Buchet – 2063 Fenin (NE) – Tél. 032 853 50 80

Suisse alémanique

SCHWEIZERISCHES UNTERSTÜTZUNGSKOMITEE FÜR DIE SAHRAOUI – Postfach 8205 – 3001 Bern